

**Philippe Gaudin : *La France de 2017 ne ressemble pas à la France de 1905. Entre ceux qui soutiennent une « laïcité barricade », hostile aux religions, et ceux qui se contentent d'un rappel à la loi, où vous situez-vous ? Seriez-vous prêt à mener une politique publique énergique, en soutenant notamment les initiatives de la Fondation pour l'islam de France, qui consiste à dire que la situation est nouvelle et qu'il faut mettre en œuvre des projets inédits ?***

**Emmanuel Macron :** J'essaie de tenir ce chemin de crête qui consiste à refuser de faire de la laïcité quelque chose qui exclue, ou qui viserait à construire une religion républicaine, sans rien céder pourtant à l'angélisme. De fait, le fonctionnement de notre laïcité se trouve en panne. Un monothéisme très présent chez nous s'est développé avec d'autres règles, d'autres pratiques culturelles et culturelles, et des tensions fortes en résultent.

Je ne suis pas favorable à une transformation de notre laïcité. Mais je tiens à ce que l'on mette un terme à ces compromis qui ont été noués depuis trente ans par des élus de tous bords, soucieux de conserver la paix civile. Ce laisser-aller a permis de renforcer le rôle et l'influence des prédicateurs indifférents aux lois de la République. Démanteler des associations qui masquent des structures religieuses et ne respectent pas nos lois est possible. Il est également possible, grâce au régime de l'état d'urgence, de fermer les lieux dans lesquels elles se réunissent. Il me semble important qu'une loi soit votée pour que nous puissions continuer de fermer des lieux de culte en dehors des périodes d'état d'urgence.

Il faut encore que la République récupère ces territoires. Les tensions qui surgissent dans certains quartiers résultent aussi de l'abandon où la République les a laissé tomber. Quand l'école s'est dérobée, quand la promesse a disparu d'un progrès pour chacun, quand l'assignation à résidence a fait partie du quotidien, les forces religieuses les plus radicales ont pris l'ascendant. De nos jours, dans certains quartiers, la religion est devenue un contreprojet politique et culturel. L'émergence de ce que l'on appelle souvent communautarisme – un mot un peu fourre-tout – n'est rien d'autre qu'une contre-culture politique. Les

enfants de ceux qui, dans leur pays d'origine, s'étaient battus contre le radicalisme religieux et pour l'émancipation, veulent porter le niqab. Pourquoi ? Parce qu'ils pensent que cette République n'est pas pour eux.

La République doit affirmer un projet politique permettant à chacun d'exercer sa religion, en autonomie de conscience. Nombre de nos concitoyens se trompent en pensant que la loi de 1905 établit une société qui doit être laïque. Ce n'est pas vrai. C'est l'État qui est laïc et garantit l'exercice libre et autonome de la conscience individuelle, donc de l'adhésion éventuelle à une religion.

En tant qu'homme politique, je ne promets ni le bonheur ni la transcendance, car ce serait une folie, un projet totalitaire et mortifère. Si je ne reconnaissais pas cette part de transcendance que porte le dialogue avec les religions, j'accepterais de rabaisser nos semblables à l'extrême solitude du quotidien. Dans ce cadre, je suis tout à fait favorable à ce que l'on confie à la Fondation pour l'islam de France le soin de faire vivre un islam moderne dans notre société contemporaine. Cela implique aussi que la France entretienne un dialogue vigoureux avec certains pays. Je pense en particulier à l'Arabie saoudite, puisque ce pays encourage les formes les plus rétrogrades du wahhabisme à s'étendre partout dans le monde.

*Propos recueillis par Frédérick Casadesus pour Reforme.net, hebdomadaire protestant d'actualité*